

Mali : comment survivre à l'élection présidentielle ?

Yehia Ag Mohamed Ali

24 juin, 2018
Notes d'analyse

L'élection présidentielle doit se tenir le 29 juillet prochain. De nombreuses voix, parmi les candidats de l'opposition, mais également au sein de la population, s'élèvent pour questionner la capacité et la volonté du pouvoir en place d'organiser un scrutin juste, crédible, transparent. Ces doutes sont-ils fondés ? Pour répondre à cette question, il est nécessaire de revisiter l'histoire du Mali depuis la chute de Moussa Traoré en 1991 et le rôle joué, depuis cette date, par le tandem formé de l'actuel Président, Ibrahim Boubacar Keïta (IBK) et son Premier ministre, Soumeilou Boubèye Maïga.



Le Président malien, Ibrahim Boubacar Keïta et Soumeilou Boubèye Maïga, lors de la nomination de ce dernier au poste de Premier ministre, le 30 décembre 2017.

La chute du dictateur

Au début des années 90, le Mali était considéré comme un exemple de démocratie et un modèle pour les autres pays africains. En effet, en trois mois, de janvier 1991 à mars 1991, les manifestations de rue avaient eu raison du régime militaire répressif du général Moussa Traoré. Pendant 23 ans, cette dictature, après avoir renversé la 1^{ère} république de Modibo Keïta, avait mis le Mali en coupe réglée. Une répression féroce s'était abattue sur les élites politico-militaires du pays, et surtout sur l'intelligentsia. Personnalités, patriotes, grands intellectuels maliens avaient été envoyés au bagne de Taoudéni. Ils sont toujours ensevelis dans le plus grand anonymat dans la cuvette jouxtant les mines de sel de cette ville du Nord du pays. La chute du régime de Moussa Traoré, en mars 1991, a été parachevée par une partie de sa garde prétorienne. Dans l'euphorie de la victoire acquise au prix d'immenses sacrifices, il était de mauvais goût de se poser la question sur la nature de ces patriotes de la 25^{ème} heure.

La transition 1991-1992

L'armée autour du lieutenant-colonel Amadou Toumani Touré, dit ATT, prend très vite pris le contrôle du pays et ATT devient Président du Comité pour le Salut Public, puis Chef de l'Etat en charge de la transition. Les partis clandestins qui s'étaient mués en associations démocratiques : Alliance pour la Démocratie au Mali (ADEMA) et Congrès National d'Initiative Démocratique (CNID) s'allient à l'armée pour former l'ossature du pouvoir de la transition complétée en cela par des associations des jeunes : ADID et AJDP, des syndicats : UNTM (Union Nationale des Travailleurs du Mali) et l'AEEM (Association des Elèves et Etudiants du Mal).

De tous ces groupements en charge de la transition, l'armée et l'ADEMA se révèlent comme les mieux structurés et les mieux organisés. Ce sont donc eux qui organisent la conférence nationale. Ils imposent leurs arguments et sont les véritables inspirateurs de la Constitution de 1992 qui régit encore la vie politique au Mali.

" font aussi les autres fois 1000 ans et l'histoire est faite par les hommes et les femmes qui ont vécu dans ce pays et qui ont fait l'histoire de ce pays "

Il faut rappeler qu'en juin 1990 une rébellion armée avait lancé une offensive sur la ville de Mopti et une série d'attaques contre des postes militaires dans le cercle de Kidal. Cette rébellion s'est mise en sourdine à la suite des accords de Tamanrasset signés en janvier 1991. Ces accords ont néanmoins permis de dévoiler au grand jour le nom de l'instigateur de cette insurrection, un certain Iyad Ag Ghali... Pendant l'accalmie de façade, cette rébellion s'est réorganisée, jusque-là confinée seulement au cercle de Kidal, elle a disséminé des émissaires et créé de nouvelles bases dans toutes les zones à forte densité de population touareg, essentiellement dans les régions de Gao et de Tombouctou.

En 1991, ATT fait appel au service d'un conseiller spécial nommé auprès de lui sur proposition de l'ADEMA, (parti dont IBK est un membre influent à cette époque) qui deviendra l'un des véritables inspirateurs de la période de la transition : l'ancien journaliste à la revue Soundiata : Soumeylou Boubèye Maïga.

Très vite, la cohésion de la rébellion est mise à mal, certains mouvements dissidents sont créés et continuent à attaquer les positions de l'armée malienne. Cela donne prétexte à une véritable épuration ethnique contre les Touareg et les Arabes dans les régions de Tombouctou et Gao, la plupart s'étant réfugiés à l'extérieur ou dans des zones inaccessibles à la limite du Sahara.

Des alertes sur les exactions commises par l'armée, y compris sur une grande échelle dans des villes, sont rendues inaudibles par la volonté des élites politico-médiatiques françaises de ne pas altérer le caractère exemplaire de la révolution de mars 1991 au Mali. Des pressions amicales sont certes exercées sur le gouvernement du Mali pour arrêter les massacres, mais aucune action d'envergure n'est envisagée. Au contraire, le tapis rouge est déroulé pour les autorités maliennes au niveau des instances de l'Union européenne ainsi que des représentants du Parlement français pour leur permettre d'apporter un démenti aux cris des victimes qui gèment en Europe.

Les élites maliennes actuelles sont celles qui ont renversé Moussa Traoré en 1991 et qui ont très bien compris comment faire le dos rond, laisser passer l'ouragan des dénonciations des associations de défense des droits de l'homme et continuer...

Le 25 mai 1991, l'ADEMA se mue en parti politique et s'attèle à un « *maillage* » du pays en récupérant les anciens barons du régime de Moussa Traoré et en passant un deal avec Amadou Toumani Touré pour arriver au pouvoir en 1992. À l'issue des élections, un membre de l'ADEMA est élu, Alpha Oumar Konaré.

Les années Alpha Oumar Konaré, 1992-2002

Une fois au pouvoir, l'ADEMA continue la politique de répression dans le Nord, voire l'accroît en montant à la fois les groupes armés les uns contre les autres : conflit AARLA Imghads, MPA Ifoghas ; et en incitant à la naissance d'une milice songhoï dénommée Ganda Koy qui doit soulager l'armée en revendiquant pour son compte les exactions que celle-ci commet. Le cas le plus illustratif est le massacre du campement de Kel Essouk à Gao en octobre 1994.

Pendant les cinq premières années où l'ADEMA est au pouvoir, elle fait face à une forte contestation sociale animée essentiellement par ses alliés de hier qui se sont sentis trahis.

Les premières élections organisées par l'ADEMA en 1997, avec Ibrahim Boubacar Keïta comme Premier Ministre, Soumeylou Boubèye Maïga comme Directeur Général de la Sécurité d'Etat et Maître Kassoum Tapo comme Président de la CENI (Commission Nationale Electorale Indépendante) sont les plus mal organisées, à tel point que la Cour Constitutionnelle essentiellement composée de personnalités nommées par l'ADEMA et présidée par un de ses barons, feu Abderahmane Touré, est obligée d'annuler les élections législatives.

L'opposition politique regroupée au sein du COPPO (Collectif des Partis Politiques de l'Opposition) refuse de participer à ces élections. Les marches qu'elle tente d'organiser sont violemment réprimées et ses leaders arrêtés et détenus dans les camps de la gendarmerie à Bamako.

L'élection présidentielle n'est sauvée que par la participation de dernière minute du candidat, feu Maribatrou Diaby, participation que beaucoup d'observateurs soupçonnent d'être achetée par le Premier Ministre, Ibrahim Boubacar Keïta, et son Directeur Général de la Sécurité d'Etat, Soumeylou Boubèye Maïga, au profit du président-candidat Alpha Oumar Konaré.

La Présidence d'Amadou Toumani Touré

L'élection présidentielle de 2002 à laquelle le président sortant Alpha Oumar Konaré ne peut plus participer est, elle aussi, très chaotique et peu transparente. Trois candidats ont des chances, ATT, Soumaïla Cissé et IBK qui, en 2001, suite à une fronde interne au sein de l'ADEMA a rompu avec son parti et créé le Rassemblement pour le Mali (RPM). Mais la Cour Constitutionnelle annule au premier tour près de 500.000 voix sur un total d'à peu près 2,7 millions (soit environ 20% de suffrages exprimés) et conclut à un second tour opposant Amadou Toumani Touré au candidat de l'ADEMA Soumaïla Cissé au détriment d'Ibrahim Boubacar Keita, qui de l'avis général était qualifié pour le second tour. Des pressions amicales de certains chefs d'Etat africains l'ont amené à accepter son exclusion contre l'engagement d'ATT de lui assurer l'élection à la tête de l'Assemblée Nationale du Mali.

En effet, là encore, la Cour Constitutionnelle est mise à contribution pour élaguer quelques voix des adversaires les plus menaçants du nouveau parti d'Ibrahim Boubacar Keïta et lui assurer une majorité relative à l'Assemblée Nationale. Il reste Président de cette Assemblée et cohabite

pendant cinq ans avec ATT contre lequel il se présente en 2007 pour se retrouver dans l'opposition avec un peu plus d'une dizaine de députés. Il finit par rallier la majorité en 2011 dans un gouvernement dit d'union nationale qui préfigure déjà l'effondrement de l'Etat de mars 2012.

Ibrahim Boubacar Keïta a beaucoup communiqué sur l'injustice qui l'a frappé lors de l'élection présidentielle de 2002 et surtout sur sa qualité de patriote ayant accepté sa défaite pour ne pas brûler le pays. Ce mythe s'est construit, amplifié et consolidé lorsqu'en 2007, il a lâché ATT.

En outre, sa nomination comme Premier Ministre en 1994 au milieu de la tumultueuse dévaluation du franc CFA, du bouillonnement du front social animé par les amis d'hier, sa détermination à faire face, sa capacité à prendre des coups et à les rendre ont donné également à IBK une notoriété d'homme à poigne.

La rébellion menée par le MNLA en janvier 2012 assisté par des groupes islamistes affaiblit gravement le gouvernement d'ATT qui s'effondre suite à la mutinerie des militaires de Kati le 22 mars 2012. Cependant, les mutins n'ont pas de structure organisée pour prendre le relais, ils sont les premiers surpris de leur succès et ne sont pas préparés à l'exercice du pouvoir.

Très vite les groupes politiques classiques s'organisent, certains pour soutenir le coup d'état (COPAM et MP22), d'autres pour s'y opposer (FDR : Front pour la Défense de la République). Ibrahim Boubacar Keïta, lui, se contente de publier un communiqué pour condamner le coup d'état et reste à l'écart des deux blocs.

Les chefs d'Etats de la CEDEAO, voyant les événements du Mali comme un précédent dangereux pour eux-mêmes, s'imposent très vite comme médiateurs puis tuteurs afin de mettre en place une transition et obtenir formellement la démission du Président Amadou Toumani Touré.

Dès lors, les deux camps, pro-putsch et anti-putsch, s'affrontent violemment par presse interposée, manifestations de rue, et surtout au cours des rencontres organisées par le médiateur de la CEDEAO, Blaise Compaoré, à Ouagadougou.

Ibrahim Boubacar Keïta reste soigneusement à l'écart de ces chicaneries pour construire une image d'homme sage, tout en faisant une cour assidue aux militaires de Kati, soit par des visites à titre personnel ou par l'intermédiaire de son bras droit, Boukary Tereta, et son fils, Karim Keïta. C'est donc le plus naturellement du monde que les militaires de Kati prennent fait et cause pour IBK. Ils mettent tous leurs réseaux à contribution et s'impliquent personnellement par une campagne intense pour assurer son élection à la présidence en août 2013.

Entre temps, en mars 2013, l'ADEMA lance un appel à candidature, en publiant des critères qui manifestement disqualifient Soumeylou Boubèye Maïga ; ce dernier sent très vite la direction du vent, il crée un parti politique ASMA CFP et fait allégeance, dès le premier tour, à Ibrahim Boubacar Keïta.

La lune de miel : septembre 2013 – mai 2014

Une fois élu, le Président Ibrahim Boubacar Keïta reconstitue autour de lui l'appareil de répression qui lui a servi entre 1994 et 2000 en nommant les animateurs de cet appareil aux postes clés de son nouveau dispositif sécuritaire. Il fait appel à Soumeylou Boubèye Maïga comme ministre de la Défense et à feu Saba Samaké comme ministre de la Sécurité et de la Protection Civile et, plus tard, ministre de l'Administration Territoriale, de la Sécurité Intérieure et de la Protection Civile. Ainsi, il lançait le fondement du système qui devait lui permettre de reconquérir le Nord par la force tout en réprimant toute contestation à Bamako.

Le nouveau Ministre de la Défense instrumentalise une partie de l'armée contre leurs camarades de l'ex-junte et cela culmine lors des affrontements entre les deux camps le 30 septembre 2013. Il profite de ces incidents, qu'il a lui-même suscité, pour enclencher le rouleau compresseur contre l'ex-junte qui se termine par l'arrestation de ses principaux leaders et leur mise en détention dans des garnisons de gendarmerie sur différentes parties du territoire. Soumeylou Boubèye Maïga, veille personnellement à la libération et à la promotion de ceux, parmi les membres de l'ex-junte, qui lui ont fait allégeance, les récalcitrants sont maintenus en détention prolongée. La fragilité de l'habillage juridique de ces manœuvres est apparue dès la première tentative de la tenue d'un procès à Sikasso.

Ayant vaincu l'ex-junte, Soumeylou Boubèye Maïga se retrouve renforcé pour s'attaquer à la reconquête du Nord du pays par la force. Ainsi, la milice d'El Hadj Ag Gamou, (un personnage qui cumule deux fonctions antinomiques, celle de général de l'armée malienne et chef d'une milice, le Gatia,) est remise sur pied et son unité composée d'une partie de l'armée et de miliciens, envoyée dans le Nord pour le reconquérir.

L'opération Serval a permis un retour significatif de l'armée dans toutes les garnisons au Nord du Mali, excepté Kidal où ce retour se heurte à la crainte de voir l'armée malienne se livrer à des exactions sur les populations.

Soumeylou Boubèye Maïga aidé par les proches d'IBK, enclenche une campagne médiatique pour la mobilisation nationale autour de la prise de Kidal. Cette campagne habilement menée, fait passer la France du statut de sauveur qu'elle avait obtenu en janvier 2013, à celui de force occupante à partir dès février 2014. Son départ est demandé à demi-mot pour permettre à l'armée qui est déjà « *montée en puissance* » de mettre fin définitivement au cycle interminable des rébellions dans le Nord. Il s'agit là naturellement d'une illusion créée, entretenue par Soumeylou Boubèye Maïga et vendue à Ibrahim Boubacar Keïta qui salive déjà à l'idée d'une prise de Kidal par la force.

Il faut rappeler que pendant cette période, la force Serval, devenue plus tard Barkhane, ne permet pas la circulation d'un convoi de plus de cinq véhicules dans le Nord du Mali. Seuls les convois des FAMA, de la MINUSMA sont autorisés à circuler.

Ce manque de visibilité du potentiel militaire de la rébellion a trompé le Président malien, son ministre de la Défense et les grands stratèges qui

les entouraient ; convaincus de leur supériorité, ils planifient la prise de Kidal par la force quitte à transformer la ville en « *un terrain de football* » comme le disait un haut militaire malien de l'époque.

Le plan de la prise de Kidal concocté et prêt doit être mis à exécution mais pour cela il faut créer la fenêtre d'opportunités. Cette fenêtre est donnée par la visite du Premier Ministre, Moussa Mara, le 17 mai 2014, dans cette ville du Nord du pays dans une atmosphère surchauffée et tendue. En effet, une dizaine de jours avant cette visite, des renforts militaires impressionnants ont convergé vers Kidal faisant de cette commune une véritable poudrière : d'un côté les forces militaires maliennes estimées à 2.000 hommes, composées des troupes d'élite des bérets rouges, des troupes du général Gamou et d'autres contingents de l'armée malienne d'une part ; de l'autre, des combattants des différents mouvements, HCUA, MNLA, MAA, qui sont présents à la faveur des différents congrès.

Les affrontements commencent le 17 mai et se terminent quatre jours plus tard, le 21 mai, par une lourde défaite de l'armée malienne qui est obligé d'abandonner toutes ses positions dans la région de Kidal, mais aussi à Ménaka et à Ber dans la région de Tombouctou.

Cet épisode entame fortement le fondement même du régime Ibrahim Boubacar Keïta ; il faut en toute urgence sacrifier une forte tête pour apaiser la colère populaire qui monte à Bamako et donner un gage de bonne foi à la communauté internationale stupéfaite par l'irresponsabilité du gouvernement malien. Le Président Ibrahim Boubacar Keïta sacrifie Soumeylou Boubèye Maïga qui accepte pour sauver le pouvoir de jouer le rôle du méchant, tout en sachant fort bien qu'il sera repêché dès l'ouragan passé. Ce qui fut fait le 30 décembre 2017, jour où il est nommé Premier ministre.

Ces faits expliquent le fonctionnement du duo formé par Soumeylou Boubèye Maïga et Ibrahim Boubacar Keïta. Les deux hommes utilisent la ruse et pensent que la violence est l'unique moyen de règlement des différends politiques. Cet attelage s'est reconstitué et se retrouve donc au sommet de l'Etat au moment où le gouvernement est chargé d'organiser l'élection présidentielle, alors qu'IBK est candidat.

Fort de leurs « *exploits* » passés lors de la répression de 1991-1994 contre la population arabo-touareg, les élections bâclées de 1997, la débâcle de l'armée à Kidal en mai 2014, il est donc nécessaire de s'interroger sur les derniers évènements :

- 1. La révision tardive de la loi électorale et l'introduction de mesures portant à confusion, y compris la confection des cartes d'électeurs livrées à la dernière minute, c'est-à-dire pour lesquelles des omissions, des erreurs ne pourraient être corrigées avant le scrutin.
- 2. L'embrasement des régions de Ségou, Mopti et Ménaka par des conflits intercommunautaires avec la présence souvent d'acteurs étrangers aux communautés locales.
- 3. La répression systématique suivi d'exécutions sommaires des populations peules dans les régions de Ségou, Mopti et de Ménaka.
- 4. La remise sur pied d'une nouvelle alliance MSA-GATIA, sensée lutter contre les terroristes en collaboration avec Barkhane et les FAMA, ajoute à la confusion et ne permet pas d'entrevoir l'accalmie pour bientôt (1).
- 5. La répression systématique de toute contestation autour des questions d'orpaillage et de gouvernance dans le secteur des mines qui tendent à généraliser le chaos.
- 6. Les zones d'insécurité inaccessibles aux candidats et à leurs représentants sont des niches de fraudes utilisables par le pouvoir.

En conclusion, les doutes quant à la crédibilité du gouvernement en place d'organiser une élection juste et transparente sont parfaitement légitimes. La question de la recrudescence de la violence intercommunautaires et de la dégradation de la situation sécuritaire du Mali avant le scrutin est également posée.

Yehia Ag Mohamed Ali

Spécialiste de la bande Sahelo-saharienne

(1) le MSA, Mouvement pour le Salut de l'Azawad, est un groupe armé dirigé par Moussa Ag Acharatoumane.

Downloaded from:

http://iveris.eu/list/notes_danalyse/354-mali__comment_survivre_a_lelection_presidentielle_

